

## GRUPE DE TRAVAIL POLITIQUE DE LA VILLE

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 2020 de 10h à 11h15

#### En visioconférence

Réunion coordonnée par **Patrice Leclerc**, Maire de Gennevilliers (92), Vice-président de l'AMIF en charge de la politique de la ville.

#### CONTEXTE/ACTUALITE :

Les quartiers prioritaires sont particulièrement touchés par la crise sanitaire et par les difficultés sociales et économiques qui en découlent : les demandes d'aide alimentaire explosent, des demandes de minima sociaux se font plus importantes, le taux de chômage croît, les associations sont à la peine...

La ministre déléguée à la Ville a mis en place un rendez-vous hebdomadaire avec les maires, lors duquel ils peuvent remonter les difficultés rencontrées sur le terrain.

En parallèle, un courrier de l'association « Villes et banlieues », co-signé par une centaine de maires, dont de nombreux maires franciliens, a été adressé au Président de la République le 14 novembre dernier. C'est dans ce cadre qu'une délégation de maires a été reçue lundi 23 novembre par le Premier ministre, en présence de la ministre déléguée à la Ville, de la ministre déléguée en charge du Logement et de la Présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Une délégation de l'AMIF rencontrera la ministre déléguée à la Ville le jeudi 3 décembre, de 11h45 à 12h30.

#### OBJECTIFS :

- Déterminer les messages que la délégation de l'AMIF portera lors de la rencontre avec Madame Nadia HAI, ministre déléguée à la Ville, le jeudi 3 décembre.
- Echanger sur les problématiques rencontrées sur le terrain et définir les priorités du groupe de travail pour les prochains mois.

#### POINTS PRINCIPAUX DES INTERVENTIONS ET DES ECHANGES :

**Patrice Leclerc**, maire de Gennevilliers et Vice-président de l'AMIF en charge de la politique de la ville introduit la réunion en rappelant les objectifs du groupe de travail.

**-Plan de relance** : le gouvernement ayant accepté la proposition des maires de flécher 1 milliard d'euros du plan de relance sur les QPV, il paraît important d'avoir des **indicateurs** permettant de vérifier que cette somme bénéficie réellement à ces quartiers.

- Il a été acté de demander à la ministre que pour chaque mesure du plan de relance, soient transmis à l'AMIF les montants engagés en Ile-de-France et dans les QPV franciliens.

## GRUPE DE TRAVAIL POLITIQUE DE LA VILLE

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 2020 de 10h à 11h15

#### En visioconférence

- Par ailleurs, l'AMIF va relancer son étude sur les coûts supplémentaires de la crise sanitaire pour les communes, afin d'appuyer les demandes qui seront faites au gouvernement, notamment au sujet de la compensation des augmentations de dépenses et des baisses de recettes.

#### -Mise en place de quatre fonds d'urgence :

L'AMIF soutient la demande de Villes et banlieues de mettre en place 4 fonds d'urgence : un fonds co-piloté par les villes et doté de 100 millions d'euros par an pour les associations œuvrant pour la jeunesse et les publics en difficulté, un fonds de 200 millions d'euros pour la création de comités locaux de solidarité, un fonds de 200 millions d'euros dédié à la création de maisons médicales et de centres de santé et un fonds de 120 millions d'euros pour la mobilisation des acteurs de l'emploi.

- Concernant les centres de santé : on pourrait d'abord envisager l'amélioration des centres médicaux qui existent déjà ainsi que la mise en place d'une aide en termes d'ingénierie à destination communes qui souhaiteraient mettre en place un contrat local de santé. Plus globalement, les participants ont souligné la nécessité de mieux se coordonner avec les hôpitaux du territoire pour gérer les moyens humains et financiers des centres. A Gennevilliers, l'affiliation de deux centres de santé à l'AP-HP leur a permis de réaliser des économies de plus d'un million d'euros.
- Concernant le fonds pour l'emploi, il a été rappelé que la ministre **Nadia Hai** souhaiterait œuvrer pour la création de cités pour l'emploi sur le modèle des cités éducatives de manière expérimentale. Ces cités de l'emploi ressembleraient aux maisons de l'emploi « première génération » qui étaient la conjugaison de tous les acteurs de l'emploi, des collectivités locales, des missions locales, etc.

#### - Santé :

- Il a été proposé de faire des habitants des QPV un **public prioritaire** pour l'accès à la **vaccination contre le Covid-19**, les quartiers défavorisés ayant subi une importante surmortalité lors de la première vague.

#### -Distribution alimentaire :

- Les élus appellent à ce que la **distribution de l'aide alimentaire d'urgence** soit **pilotée par les communes**, en s'appuyant éventuellement sur les associations et leurs bénévoles. Ils relèvent en effet une forme concurrence entre le service public et le monde associatif. Le mieux est de travailler dans la complémentarité, par exemple par la mise en place de structures de type épicerie sociale et solidaire gérées par le CCAS, tout en laissant la possibilité à des bénévoles d'y participer.

#### -Emploi :

- **Création d'emplois aidés dans les QPV** : ceux-ci pourraient être créés dans différents domaines, en fonction des priorités des maires : médiation et tranquillité publique,

## GRUPE DE TRAVAIL POLITIQUE DE LA VILLE

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 2020 de 10h à 11h15

#### En visioconférence

éducation... L'accent pourrait être mis sur l'emploi des jeunes (dispositifs « emploi avenir » et « contrat starter »).

- **Mise en place de collectifs pour l'emploi et la formation** dans les villes les plus pauvres d'Ile-de-France.
- **Généralisation des clauses d'insertion dans tous les marchés publics**, notamment dans le cadre des chantiers de Paris-2024 pour lesquels on pourrait aller plus loin dans les garanties déjà mises en place. Pour rappel, 10% des heures générées par l'ensemble des marchés publics liés aux JOP-2024 devront participer à l'insertion de publics fragiles et au moins 25% du montant global des marchés attribués par la SOLIDEO devra générer des retombées économiques locales.

#### -Education / jeunesse :

- **Dispositifs « quartier d'été » et « quartier d'automne »** : ces dispositifs font leurs preuves, notamment sur le sport et la culture. Ils permettent notamment de faire des ateliers inter-quartiers, et de contribuer ainsi à lutter contre les violences urbaines. Le gouvernement compte-t-il étendre ce type de dispositif, voire le pérenniser ?
- **Cités éducatives** : associer l'AMIF à la réflexion du gouvernement en cours sur le déploiement de 40 Cités éducatives supplémentaires. Ce dispositif mobilise l'ensemble des acteurs de l'éducation pour améliorer les parcours des jeunes dans les quartiers en difficulté. Il est rappelé que ce dispositif implique des synergies intéressantes, mais pas forcément de moyens supplémentaires.
- **Développement d'un plan de lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme** et renforcement des programmes d'éducation aux médias et au numérique dans le secondaire avec une attention particulière sur la question du **complotisme**.

#### -Violences faites aux femmes et violences intrafamiliales :

- Quels dispositifs dans les QPV pour lutter contre ces violences qui se sont accrues avec la crise sanitaire ?

**-Appels à projet dans le cadre de la politique de la ville** : les candidatures doivent être remises 15 jours seulement après la présentation des appels à projets, ce qui laisse peu de temps aux porteurs de projet pour établir des diagnostics et réfléchir à des solutions. Cette difficulté se pose notamment pour les centres socio-culturels qui appuient différents projets émanant du terrain. De plus, ces projets bénéficient davantage aux villes qui ont les moyens de co-financer les projets et, de ce fait, les villes les moins riches ne peuvent pas amorcer les projets.

#### -Finances :

- **Financement de la rénovation urbaine** : dans de nombreux projets de rénovation, le financement de l'Etat est inférieur à ce qui avait été prévu, menaçant ainsi leur équilibre financier. Qu'est-il prévu dans le plan de relance sur ce volet, en plus des 500 millions € dédiés à la rénovation énergétique des logements sociaux ?

## GRUPE DE TRAVAIL POLITIQUE DE LA VILLE

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 2020 de 10h à 11h15

#### En visioconférence

- **Exonération de la TFPB** : les maires peinent à contrôler la bonne utilisation de l'abattement de 30% de la TFPB qui s'applique aux bailleurs sociaux situés dans des QPV, initialement en contrepartie d'une qualité de service renforcée. Certains organismes de logements sociaux semblent utiliser ces fonds pour couvrir des dépenses courantes, d'autres ont accepté de financer des projets d'intérêt social (ex. prise en charge d'une partie des frais des formations BAFA pour les jeunes) au terme de longues négociations. Il faudrait sur ce point une véritable coordination au niveau national, et éventuellement que les préfets se saisissent du sujet, et que ce point soit traité dans une convention dans le cadre du contrat de ville. Les maires rappellent en outre que cette exonération de TFPB représente pour leur commune une perte de recette qui n'est pas compensée.

#### Organisation du groupe de travail :

- **La prochaine réunion aura lieu le 16 décembre de 8h30 à 10h.** Il sera notamment fait un compte-rendu de la réunion avec la ministre.
- Il est ensuite proposé de se retrouver le premier mercredi de chaque mois de 8h30 à 10h à partir du mois de janvier.
- Le groupe de travail pourra auditionner des personnalités telles que Myriam Abassi, sous-préfète en charge du plan de relance en Ile-de-France (contactée par l'AMIF) et Christophe Gradel, n°2 du syndicat des commissaires de police.

Fin de la réunion

## GRUPE DE TRAVAIL POLITIQUE DE LA VILLE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 2020 de 10h à 11h15

En visioconférence

Liste des participants :

| Nom                | Prénom     | Commune               | Fonction                                 |
|--------------------|------------|-----------------------|--|
| LECLERC            | Patrice    | Gennevilliers         | Maire/ VP AMIF                           |
| CAPBLANC           | Nathalie   | Sannois               | Adjointe à la politique de la ville      |
| ARENOU             | Catherine  | Chanteloup-les-Vignes | Maire                                    |
| GAILLARD           | Catherine  | Longjumeau            | Adjointe à la politique de la ville      |
| BACHARD            | Julien     | Saint-Gratien         | Maire                                    |
| LACROUTE           | Valérie    | Nemours               | Maire                                    |
| CRANOLY            | Rolin      | Gagny                 | Maire                                    |
| STRULOVICI         | Laura      | Villeparisis          | Conseillère municipale                   |
| HADDAD             | Patrick    | Sarcelles             | Maire                                    |
| LE POUL            | Annick     | Les Ulis              | Adjointe à la politique de la ville      |
| RASSABY            | Emmanuelle | Villeneuve-la-Garenne | Adjointe à la politique de la ville      |
| CHAZAL             | Thomas     | Vigneux-sur-Seine     | Maire                                    |
| MOREIRA            | Frédéric   | Saint-Ouen l'Aumône   | Adjoint au maire politique de la ville   |
| MASSARD            | Isabelle   | Gennevilliers         | Adjointe à la politique de la ville      |
| TROUBAT            | Aurélié    | Viry-Châtillon        | Adjointe à la politique de la ville      |
| MAYOULOU<br>NIAMBA | Miéri      | Noisiel               | Adjoint à la politique de la ville       |
| CARILLON           | Sylvie     | Montgeron             | Maire                                    |
| FERRIER            | Christian  | Montgeron             | Adjoint au logement                      |
| MOTHRON            | Georges    | Argenteuil            | Maire                                    |
| COIS               | Antonin    | Villejuif             | Conseiller délégué politique de la ville |
| GARTENLAUB         | Isabelle   | Montgeron             | Adjointe à la cohésion sociale           |
| ANSARI             | Saara      | Aulnay-sous-Bois      | Pôle politique de la ville               |

**GROUPE DE TRAVAIL POLITIQUE DE LA VILLE**

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 25 NOVEMBRE 2020 de 10h à 11h15**

**En visioconférence**

|              |            |             |   |
|--------------|------------|-------------|---|
| BRONCHART    | Christelle | Taverny     | Responsable<br>service politique<br>de la ville |
| BEN BELGACEM | Salwa      | Montfermeil | Chargée de<br>mission politique<br>de la ville  |